

## **La société française doit défendre ses valeurs, sans faiblesse mais sans panique. Car l'attentat est aussi politique.**

- Après Nice, l'effroi ne doit pas tout submerger

Édito

Face au pire, ne rien céder. Bien sûr, le cœur se serre au spectacle de ces images cruelles, de cette foule assassinée, de ce banal camion changé en arme de massacre, de ces corps martyrisés au milieu d'une nuit de fête. Il suffit donc d'une volonté suicidaire et d'un permis poids lourd pour devenir terroriste de masse ! Quelle parade pour un crime aussi simple d'organisation ? Il n'y en a guère et la France doit s'habituer aux spasmes sanglants d'une guerre sans visage qui exige d'abord une endurance face à l'horreur.

L'effroi ne saurait tout submerger. En même temps temps qu'elle exprime sa compassion envers les innocents sacrifiés, la société française doit défendre ses valeurs, sans faiblesse mais sans panique. Car l'attentat est aussi politique. En janvier 2015, l'islamisme guerrier, à travers Charlie Hebdo, s'attaquait à la liberté d'expression, redoublant le crime par l'attaque antisémite de l'Hyper Casher. En novembre, au Bataclan, il visait un mode de vie ouvert et libre, honni par les obscurantistes. Cette fois c'est le 14 juillet qui est ensanglanté, c'est-à-dire la célébration des principes républicains en même temps que la fête populaire d'une nation réunie pour un soir. Ces attaques convergent. Bien au-delà des péripéties meurtrières de la guerre en Irak et en Syrie, c'est l'idée même de démocratie qui est dans le viseur de ceux qui incitent ou entraînent ces combattants. Leur ennemie, ce n'est pas la France, c'est la liberté.

Dans ces conditions, il n'est d'autre choix que de lutter. Contre l'Etat islamique là où il s'est implanté, parce qu'il fait courir un risque mortel à toute la région et bien au-delà. Contre ses soldats fanatiques recrutés en France, ou ceux qui sont [adoubés après leur passage à l'acte](#), auxiliaires désaxés du califat de la terreur. Une lutte au long cours, qui contraint les Français à une éprouvante patience, tant il est vrai que les revers subis sur place par les djihadistes accroissent leur volonté d'exister ailleurs par le crime. Une lutte politique, surtout, dans laquelle il ne faut jamais oublier que l'abandon de nos principes démocratiques serait une immense victoire pour l'islamisme.

A cet égard, la réaction de l'opposition depuis vendredi est irresponsable. Quel responsable politique sérieux peut affirmer qu'il aurait, lui, prévenu le massacre de Nice ? Le terrorisme de proximité est insaisissable. Fermer les frontières, annuler Schengen ? L'assassin, pour autant qu'on sache, habitait à Nice, n'était pas connu des services de renseignement. Restreindre les libertés ? L'état d'urgence a été prorogé. Aller plus loin, ce serait toucher à la nature même des institutions. C'est une des bases de nos systèmes de droit : pour bien défendre la liberté, il faut rester libre.

[Laurent Joffrin Directeur de la publication de Libération](#)